

Ingénierie, conseil, formation sur sites, enquêtes participatives... ces techniques ne sont pas des finalités. Il s'agit en les mettant en œuvre de donner à chacun les moyens d'être un citoyen actif, acteur conscient d'un collectif. Les politiques locales, le "développement local" doivent être mis au service du développement de l'autonomie et de la responsabilité des personnes et des groupes. Par leur capacité à travailler avec les groupes, leur connaissance des dispositifs publics, leur sensibilité à l'action partenariale, les professionnels de l'animation sont parmi les intervenants privilégiés pour le développement de ces projets ayant clairement à voir avec le politique.



Des dispositifs d'animation,

Formier les professionnels de l'animation

Une part importante de ces formations vise à répondre à des besoins de développement des loisirs quotidiens des enfants et des jeunes en articulation avec les dispositifs « emplois jeunes - nouveaux services » et les contrats éducatifs locaux et donc de développement d'activités post et périscolaires. Si ce développement est souvent en lien direct avec la politique de la ville, les problématiques de développement local rural ne sont pas non plus absentes.

En 1999, les activités des Ceméa ont porté sur l'ensemble de la filière des diplômes d'État dont le ministère de la Jeunesse et des Sports assure la tutelle.

- Le Bapaat (Brevet d'aptitude professionnel d'assistant animateur technicien) qui est le premier niveau de la filière a été mis en place dans **13 Associations territoriales**.
- Le Béatep (Brevet d'État d'animateur technicien de la jeunesse et de l'éducation populaire) qui lui est référencé au niveau IV, c'est-à-dire au niveau baccalauréat a été mis en place dans **21 Associations territoriales**.
- Concernant le Défa (Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation), l'intervention des Ceméa s'est faite sous deux formes :
 - par l'organisation de promotions en centres sur cinq régions (**Ile-de-France, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon** et la région **Centre** en partenariat avec les **Pays-de-Loire** et **Poitou-Charentes**),
 - par l'organisation, soit isolée, soit intégrée dans des partenariats inter-associatifs, d'unités de formation (UF) mises en œuvre dans huit autres associations régionales (**Pays-de-Loire, Champagne-Ardenne,**

Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Basse-Normandie, Lorraine, Picardie, Alsace).

- Une formation du DÉ-DPAD (Diplôme d'État de directeur de projet d'animation et de développement) diplôme de niveau II, a été mise en place par les Ceméa du **Languedoc-Roussillon** et de **Midi-Pyrénées**. Elle est soutenue par la délégation aux formations du ministère de la Jeunesse et des Sports (aide aux actions innovantes).
- L'institut de formation des Ceméa **Ile-de-France Infop** a également conduit une formation diplômante avec l'université de Nanterre : développement local urbain et gestion des associations et des organismes de l'économie sociale.
- Les Ceméa ont également organisé **55 stages** de formation professionnelle non diplômante à l'animation, qui correspondent à **866 stagiaires**.

L'ensemble de ces formations à l'animation professionnelle a accueilli en 1999, **2986 stagiaires** correspondant à environ **8000 journées formation** et **191 stages**.



Les contenus des Bapaat et des Béatep

Bapaat

Loisirs du jeune et de l'enfant (**Aquitaine, Martinique, Champagne-Ardenne, Nord-Pas-de-Calais, Bourgogne, Haute-Normandie, Alsace, Ile-de-France, La Réunion, Centre, Poitou-Charentes, Mayotte, Rhône-Alpes**).

Béatep

Sports et loisirs de proximité (**Poitou-Charentes**).
 Accompagnement scolaire et construction citoyenneté (**Rhône-Alpes, Centre, Picardie**).
 Environnement (**Rhône-Alpes, Centre, Picardie**).
 Multimédia (**Franche-Comté**).
 Animation, médiation préventive (**Rhône-Alpes**, partenariat centre national de documentation et de toxicomanie).
 Intervenants éducatifs et vie locale (**Bretagne**).
 Animateur, médiateur du livre (**Basse-Normandie, Picardie** (partiellement), **Guyane, Bretagne, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Alsace, Haute-Normandie**).
 Développement local (**Pays-de-Loire, Guyane, Nord-Pas-de-Calais, Centre**).
 Animateur en milieu urbain (**Nord-Pas-de-Calais, Centre**).
 Animation auprès des personnes âgées (**Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Languedoc-Roussillon**).
 Jeunesse-Enfance (**Nord-Pas-de-Calais, Guyane, Auvergne**).
 Développement de projet en direction des personnes dépendantes ou handicapées (**Centre**).
 Animation de quartier (**Basse-Normandie**).
 Développement local en milieu rural (**Picardie, Aquitaine**).
 animateurs sportifs (**Picardie**).
 Emplois jeunes, nouveaux services (**Auvergne, Haute-Normandie**).
 Politique de la ville (**Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon**).
 Activités scientifiques et techniques (**Midi-Pyrénées, Martinique**).
 Aide-éducateur, Enfance-jeunesse (**Midi-Pyrénées, Lorraine, Pays-de-Loire, Auvergne, Haute-Normandie**).
 Informateur jeunesse (**Alsace**).
 Médiateur du cinéma (**Languedoc-Roussillon**).
 L'animation dans et autour de l'école (**Provence-Alpes-Côte-d'Azur**).
 Animateur des groupes et des collectivités (**Ile-de-France Infop**).
 Activités sociales et vie locale (**Ile-de-France Infop, Bourgogne**).

Béatep - Beesapt

Emplois jeunes (**Languedoc-Roussillon, Haute-Normandie**).
 animateurs Sportifs (en partenariat) (**Poitou-Charentes**).
 L'intervenant en milieu scolaire (**Alsace**).

En milieu rural

Les Ceméa d'**Aquitaine**, ont mis en place une mission spécifique au département de la **Dordogne**, en créant en 1999 un emploi, installé sur le village de vacances de Montrem. Un travail de mise en place d'une cartographie des acteurs et des politiques locales a été fait, plusieurs actions concernent l'animation en ferme pédagogique et en partenariat avec la Mutualité sociale agricole ont vu le jour.

- En **Auvergne**, les centres de **Romagnat**, de **Pérignat-en-Allier**, d'**Aubusson**, de **Riom** et de **Nébouzat** ont pu se rencontrer, réfléchir ensemble et partager des moyens liés à l'organisation des séjours et des accueils, sous l'impulsion des Ceméa et de leurs services.

- En **Limousin**, dès le mois de mai, le travail sur le site **Bujaleuf/Cheissoux/St-Julien-le-Petit** (Regroupement Pédagogique Intercommunal) a débuté par l'élaboration du diagnostic nécessaire à la mise en place du projet. A partir de septembre, les Ceméa ont assuré le suivi et la coordination du projet.

- En **Franche-Comté**, l'élaboration d'une évaluation pour les élus et coordinateurs de CEL, dans le **Doubs** a été lancée. Cela a donné lieu à une présentation de l'analyse avec soirée-débat avec les représentants de l'Education nationale, de la Préfecture et de la Jeunesse et des Sports.

au cœur des politiques locales

L'institut de formation professionnelle des Ceméa de l'Ile-de-France

Cet institut (l'Infop) inscrit son projet au cœur des pratiques de développement local, de développement social urbain dans le cadre des politiques de la ville, en relation avec les collectivités locales ou territoriales de la région **Ile-de-France**.

L'institut de formation professionnelle des Ceméa d'Ile-de-France

Les publics accueillis sont soit des professionnels (logique de formation professionnelle continue), soit des jeunes (accès à une formation qualifiante professionnelle), soit des personnes en reconversion professionnelle (CIF, AFR, contrat de qualification). En 1999, l'Infop a organisé **plus de 10000 journées stagiaires** :

- Des formations professionnelles diplômantes préparant aux diplômés de la filière Jeunesse et Sport, le Défa (**101 stagiaires, soit 4 126 journées stagiaires**) et quatre Beatep (**110 stagiaires soit 3250 journées stagiaires**), un Bapaat (**32 stagiaires soit 1232 journées stagiaires**).
- Un diplôme universitaire de deuxième cycle «Gestion des organismes de l'économie sociale» avec l'Université de Paris X Nanterre (**15 stagiaires, soit 330 journées stagiaires**).
- Des formations professionnelles continues avec les villes de **Sèvres, Pantin** et **Bobigny** (formation d'animateurs sur les pratiques, adaptation des personnes à de nouvelles fonctions), avec le centre gériatrique Broca La Rochefoucauld sur l'ani-

mation auprès des personnes âgées (formation pour les personnels aides-soignants centrée sur la communication et l'animation avec des personnes âgées dépendantes) et sur des thématiques précises : animation d'ateliers d'écriture, conduite de réunion, écriture du projet éducatif, droit et ville, communication et collectif et diriger une équipe. L'ensemble de ces actions représente un accueil de **232 stagiaires pour environ 930 journées formation**.

- L'Infop est également impliqué en Palestine dans la bande de Gaza, dans un projet sur des problématiques de formation et d'éducation non formelle en partenariat avec l'Institut palestinien Canaan, et un consortium d'ONG françaises. Dans ce cadre, quatre formateurs palestiniens ont été accueillis en 1999 en France.

Un centre de ressources

L'Infop dispose d'un centre documentaire enrichi, en 1999, de 300 nouveaux ouvrages et équipé d'une salle multimédia et audiovisuelle. Est organisé dans ce centre, un cycle de conférences, offrant en espace de rencontre entre acteurs, propice aux confrontations et analyses des pratiques. En 1999, les thèmes ont été les suivants : Immigration et Intégration ; l'Education nouvelle ; La psychiatrie française, l'utopie, le déclin ; La laïcité ; Propos d'un psychiatre sur les jeunes en difficulté ; les centres de vacances, enjeu et problématiques.

Médiation sociale et prévention de la violence et de la délinquance des jeunes

Mobilisés dès le début des années 80, pour accompagner les premières expériences d'animation de quartier, afin de faire face au développement de situations difficiles dans certains quartiers urbains et à l'inadaptation des formes d'intervention en matière de loisirs des jeunes, les Ceméa de **Basse-Normandie** ont répondu, en 1999, à des sollicitations relatives aux nouvelles évolutions et difficultés sociales apparues depuis deux ans concernant les phénomènes de violences et le sentiment d'insécurité dans les cités. Les Ceméa ont organisé, en 1999 une première formation régionale en direction des agents locaux de médiation sociale. Les Ceméa ont été également agréés, par la Direction régionale de la Jeunesse et des Sports, pour conduire un BEATEP animateur-médiateur social (démarré en février 2000). Sur cette problématique, ils ont organisé une conférence avec le sociologue Dominique Bondu sur la médiation sociale et mis en place une formation sur la violence et la médiation sociale pour 17 intervenants sociaux du Contrat intercommunal de prévention de la délinquance de la Communauté urbaine de **Cherbourg**.

Contrat local de sécurité : agents de médiation en formation



Au cœur des politiques éducatives dans la ville

- Au **Gros Morne** en **Martinique**, les Ceméa ont coordonné et suivi le projet éducatif de la ville, en participant à l'élaboration du CEL et en mettant en cohérence l'ensemble des dispositifs (CEL, contrat enfance, contrat temps libre) et lieux éducatifs (maison de l'enfance, centres de loisirs).
- Dans la région **Rhône-Alpes**, les Ceméa, après l'étude menée en 1998 pour la ville d'**Annonay**, ont amplifié leurs travaux de conseil et de diagnostic auprès des collectivités locales, en renforçant le partenariat avec l'association de sociologues Trapèze. Mise en place d'un dispositif d'accompagnement de politiques locales et rédaction d'un projet en direction de la jeunesse, diagnostics préalables à la mise en œuvre de contrats temps libre et de contrats éducatifs locaux, font partie des chantiers 1999 qui se prolongent sur l'année 2000, notamment en partenariat avec la ville de **Lyon** et la ville de **Brignais**.
- En **Bretagne**, les Ceméa, en 1999, ont amplifié

leurs relations partenariales avec la CAF du **Finistère**, les villes de **Fougères**, de **Quimperlé**, de **Brest**, de **Lorient**, de **Quimper** et de **Rennes**, à travers des groupes de travail pédagogique, sur la mise en œuvre de politiques éducatives centrées sur ces territoires, dans le cadre des CEL et des contrats temps libre. Dans ces dispositifs, on peut citer également la formation de parents sur la ville de **Douarnenez** et travail sur la prévention de la violence à **Quimper**.

- Dans le **Nord-Pas-de-Calais**, les Ceméa ont structuré dans leur organisation interne, cette question du développement local, l'inscrivant comme une priorité forte au regard de la finalité d'éducation populaire portée par les Ceméa. Un ensemble de formations professionnelles initiales et continues (Beatep, Bapaat) ont été adaptées aux réalités des territoires (projet local dunkerquois, bassin minier), des projets associatifs ou des opérations Ville Vie Vacances, à travers la for-

mation continue d'animateurs intervenant auprès des jeunes en difficulté (Nord **Dunkerque**, **Tourcoing**). Des implications locales ont débouché sur des actions de diagnostic pour la ville de Somain en vue de l'élaboration d'un contrat enfance, pour la ville de Douai pour un CEL.

- Suite à un appel d'offre et après une rencontre avec les différentes structures concernées, Jeunesse et Sports, DDTE, Conseil régional et employeurs, l'IFEP Léo Lagrange et les Ceméa de **Picardie** ont mis en place une formation en direction des emplois ville sur l'**Oise**. Celle-ci s'est déroulée à raison d'une journée par semaine et de 5 à 6 périodes de regroupements d'une semaine. Elle a préparé les stagiaires au BAPAAT ou au BEATEP selon leur niveau et la réussite aux tests de sélection prévus en milieu de formation. Cette action s'est déroulée sur cinq sites : **Compiègne**, **Noyon**, **Beauvais**, **Méru**, **Creil**.

L'aide à la fonction parentale

Le développement des actions éducatives au niveau local s'est fortement accentué, à travers la politique de la ville, depuis maintenant plus d'une dizaine d'années. Les actions qui contribuent à la réduction des inégalités face à la santé, à la réussite scolaire, à l'insertion professionnelle, à l'accès à la culture et aux loisirs se traduisent par l'essor des structures permanentes, telles que les crèches et halte-garderies, les centres de loisirs permanents, les accueils post et péri scolaires, les bibliothèques, etc.

Tout cela pose, avec encore plus d'acuité maintenant qu'auparavant, la nécessité d'impliquer les parents dans les politiques éducatives, et de faire avancer de concert les professionnels et les parents sur le terrain de l'éducation. Et cela dans des conditions économiques, sociales et culturelles difficiles.

Dans ce contexte troublé, les parents devraient donc avoir une place centrale dans la vie de leurs enfants. En réalité, nous constatons que de nombreux parents sont de plus en plus démunis pour réagir face à un environnement qui leur est souvent et de plus en plus agressif. Problèmes liés à l'emploi, à l'habitat, à la culture, à la santé, à l'école, qui constituent autant d'obstacles et à terme poussent à la marginalisation par le repli sur soi.

Les problèmes des enfants font parfois écho aux problèmes des parents : référence à leur échec professionnel et personnel, fatalité face

au chômage, reconduction inconsciente des mécanismes d'échec. Il faut donc le plus souvent chercher les solutions existantes pour déculpabiliser et remotiver les familles, les informer et les former.

Un exemple d'intervention des Ceméa dans le Nord-Pas-de-Calais

Les Ceméa interviennent depuis plus de dix ans à partir de problématiques locales. En 1999, ils ont poursuivi ces actions parentales, notamment à **Montigny en Gohelle**, **Tourcoing** et **Libercourt**. Cette intervention est d'autant plus opportune que leur position de partenaire extérieur les positionne comme un médiateur essentiel dans la construction d'une politique en faveur des parents.

L'action proposée se place résolument sur le terrain. A chaque « formation » va correspondre une stratégie unique qui s'adapte aux parents visés, une quinzaine environ, et à l'environnement de la ville ou du quartier.

Les Ceméa travaillent avec les institutions présentes aux alentours pour établir une stratégie de mise en œuvre, en partant soit des réseaux existants, soit en renouant le dialogue entre les différents partenaires, afin de mieux impliquer les parents dans les politiques éducatives et les enjeux de l'éducation.

L'objectif n'est atteint que si les formateurs des

Ceméa prennent toute leur place, en ne remplaçant ni les acteurs locaux, ni l'action des parents.

Ne sont accueillis que des personnes volontaires, suivant ainsi un des principes fondateurs de l'éducation populaire. Les parents, en majorité des mères de famille viennent donc volontairement quatre jours par mois, et cela pendant environ six mois, partager leur vécu et leur savoir-faire. Cette répartition du temps permet la réflexion de chacun et la mise en pratique des conclusions des réflexions, par expérimentation puis par application de ces décisions au quotidien. Dès le départ, les parents ont donc un rôle central afin d'instaurer une dynamique de formation qui sera finalement la leur.

Les Ceméa s'appuient sur les principes de l'éducation nouvelle, appropriation des contenus d'information, de la formation par la verbalisation des pratiques, par des mises en situation concrètes, par l'interaction avec le milieu, par des rencontres de professionnels, l'ensemble visant à la construction de projets de vie. Les parents deviennent peu à peu acteurs de leur formation tant dans les contenus que dans la forme. Se définissent ainsi des parcours de formation individualisés au sein d'un groupe de parents qui se construit et s'enrichit des expériences de chacun.



■ Une étude-diagnostic à propos des enfants et des jeunes de 6 à 16 ans, sur la commune de Somain

Le diagnostic est un outil qui vise à modifier, à concevoir et conduire des processus de changement des situations locales. Il s'agit de repérer les potentialités de changement, au niveau des différents acteurs présents sur la commune, en s'appuyant sur des processus de changement, liés aux analyses tirées des observations de l'existant.

Les objectifs propres à ce diagnostic ont été repérés à cinq niveaux :

- mieux connaître les structures intervenant dans le domaine de l'enfance
- mieux connaître l'existant en matière d'action vers l'enfance,
- mieux cerner les besoins et les demandes d'action dans le domaine de l'enfance,
- connaître les opinions et les attentes des professionnels et des habitants vis à vis de l'enfance,
- participer à la préfiguration des orientations d'action dans le domaine de l'enfance et de la

jeunesse.

La méthodologie

- Un groupe de pilotage s'est constitué. Ce groupe a accompagné le diagnostic, par le débat nécessaire sur la validité et les contenus des données recueillies, ainsi que les analyses qui étaient faites. Il a travaillé sur le schéma d'orientation.
- La zone géographique ciblée, la commune de **Somain**. L'ensemble des structures repérées appartiennent au territoire de Somain, il s'agit des réseaux associatifs, des écoles et collèges, des institutions telles que le commissariat, la circonscription, la bibliothèque...
- La variable principale sur laquelle l'échantillon des usagers a été construit, est celle du quartier d'habitation. Les Ceméa ont posé comme postulat une relative homogénéité de population sur

quatre quartiers qui recoupent l'ensemble du territoire de Somain.

Afin d'accéder aux points de vue des jeunes, a été choisie comme entité le centre de loisirs municipal. Le travail mené en a fait une étude de cas en ce qui concerne les jeunes.

La population ciblée

Dans cette démarche de diagnostic partagé, les professionnels et bénévoles des associations et autres structures et les usagers ont été concernés par l'étude. Pour les usagers, il s'agissait des familles concernées par la tranche d'âge 6-16 ans, et d'un groupe de jeunes.

Un rapport de 80 pages environ a été remis à la municipalité, il rassemble les données qualitatives et quantitatives recueillies, un travail d'analyse et des réflexions en terme de propositions.

Des perspectives utopiques et concrètes pour la refondation de l'éducation populaire

Les Ceméa ont continué en 1999, suite aux rencontres pour l'avenir de l'éducation populaire de la Sorbonne à Paris, à s'impliquer dans ce chantier, à travers les espaces de rencontres et de réflexion organisés avec le ministère de la Jeunesse et des Sports et les Crajep et à renforcer une remobilisation militante sur les terrains de l'action éducative culturelle et sociale. Des projets et initiatives ont ainsi été prises en **Basse-Normandie**, en **Ile-de-France** en **Nord-Pas-de-Calais**, en **Lorraine**, en **Picardie**, en **Auvergne**...

Les Ceméa réaffirment qu'il faut faire évoluer les pratiques associatives dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation populaire. Au fil des décennies, les associations d'éducation populaire, de jeunesse et de loisirs, relayées voire supplantées par les structures municipales de type centre d'animation jeunesse, ont subi le mirage de l'économie libérale, en proposant clé en main des services marchands souhaités par une population de moins en moins impliquée dans la vie locale, et de moins en moins critique par rapport à son environnement. Elles ont subi les assauts de la fiscalisation, de l'Ursaaf, de la concurrence et tendent à y perdre leur âme, c'est-à-dire qu'elles oublient l'objet même de leur existence : permettre à toute personne d'exister dans la cité, de la faire vivre dans les principes de solidarité, de la faire évoluer dans des perspectives de progrès social. Et si nous pensons que le droit à l'excellence pour chacun, qui se concrétise par une complexité de mesures et de moyens à mettre en oeuvre, est plus que jamais à promouvoir, alors nous devrions poser deux projets essentiels pour nous. Le premier serait d'activer un devoir de mémoire de l'histoire de l'éducation populaire, dont on a souvent oublié les combats. Le second serait de reposer les valeurs de l'éducation populaire ailleurs que dans les mots, mais surtout dans les actes.

La fonction expertise aux Ceméa du Nord-Pas-de-Calais une priorité

L'intérêt des Ceméa à être présent dans ce type de démarche et à développer cette fonction est multiple, il est lié à la spécificité de la dimension formation/action et de la distance aux terrains, à son inscription dans l'environnement et dans les différents champs d'action du mouvement d'éducation Ceméa, à la diffusion amplifiée des idées, des projets et des valeurs éducatives que cette fonction permet.

La recherche-action

Elle a une fonction d'évaluation, au sens de la prise en compte du processus relatif aux objectifs posés et au déroulement de l'action, jusqu'aux résultats obtenus. Elle s'inscrit directement dans l'action menée auprès des publics et porte sur le sens de l'action.

Le conseil-accompagnement

La démarche s'axe essentiellement sur le concept de projet et la réflexion liée à la mise en oeuvre opérationnelle. Elle s'axe sur une dynamique de partenariat, avec des porteurs de projets (projets éducatifs, projets de développement d'activités...).

Le diagnostic

C'est un travail sur la relation entre l'existant d'une structure ou d'un territoire et le projet politique. Ce travail vise à mettre en perspective la relation entre les orientations politiques globales et les critères de faisabilité et d'opérationnalité.

Les échanges de pratiques

Cette démarche repose sur un postulat fort : la connaissance c'est la relation et la mise en commun, dans une culture partagée. Ces échanges s'appuient sur le travail engagé en formation et les réalités de terrain.

